

Portons fièrement nos valeurs CGT !

Le 4 février, ensemble, nous avons fait entendre nos revendications, retraité-e-s et actives, actifs. La voix cassée d'avoir alerté des conséquences des politiques d'austérité, de la course aux profits, nous ne lâchons rien. Nous savons que d'autres solutions sont possibles. Il faut persuader que collectivement nous avons la force d'imposer d'autres choix.

Les retraité-e-s sont appelé-e-s à continuer ce processus de luttes notamment au travers d'actions en mars.

La situation sanitaire est préoccupante et les mesures prises mettent à mal notre moral, notre économie et notre pouvoir d'achat. Mais les entreprises du CAC40 ont donné à leurs actionnaires 35,9 Md€ en 2020. En 17 ans, ce sont 740.5 Milliards d'euros qui leur ont été versés. Malgré la baisse de 2020, le niveau reste supérieur à celui du début des années 2000. Pour 2021, il est de notre responsabilité syndicale, de faire progresser l'idée que plus que jamais, il faut geler la distribution aux actionnaires des grands groupes. **La facture du « quoi qu'il en coûte » doit donc leur être présentée.**

La cohésion sociale est mise à mal par le chômage, la précarité, les inégalités, l'effondrement des services publics, les attaques contre la protection sociale, le manque d'accès à la culture ou à l'éducation populaire. Ce n'est pas la loi de sécurité globale, loi gardant tout son arsenal de privations des libertés qui règlera la situation ni celle sur le séparatisme. Elles sont devant la commission des lois du Sénat. Gérald Darmanin, lors de la présentation de ces lois aux sénateurs, occulte les importantes mobilisations des derniers samedis.

Pour une société plus juste, préparons les actions de la journée de lutte pour les droits des femmes du 8 mars ; gardons l'esprit critique à toutes les annonces qu'on nous assène. Soyons à l'écoute et dénonçons tous les propos racistes, homophobes, sexistes... Dénonçons les idées développées par les pro manif dite pour tous.



Syndicalisation

Les militants innovent : remises des FNI pendant les permanences du lundi (87), réunions téléphoniques par secteur géographique pour garder le contact (59), AG remise de FNI en visio et présentiel (35) Gagnons les 100% pour 2020 en récupérant les derniers FNI.

La Cour d'appel de Caen a confirmé la condamnation de Bouygues BTP pour travail dissimulé. Elle avait embauché 460 salariés détachés polonais et roumains sur le chantier de l'EPR de Flamanville de 2008 à 2012. Elle a été condamnée à une amende de 29 950 € tandis que l'État estime avoir perdu entre 10 et 12 millions d'€ de cotisations sociales non versées.

Plis électoraux :

Adrexo (17 300 distributeurs) est choisie pour distribuer les plis électoraux. La Poste (70 000 facteurs) est écartée. Casser le service public prime dans cette décision. Cette distribution se fait sur des temps très courts. Avec 4 fois moins de personnel, Adrexo ne pourra pas assurer la distribution de qualité qu'exige la démocratie. Les facteurs, eux, le peuvent.

Fichage.

Le gouvernement a décidé de 3 nouveaux décrets élargissant la collecte de données individuelles par les fichiers de police. En jeu, étouffer toute contestation. Le Conseil d'Etat a rejeté le recours collectif d'organisations. Si la bataille pour le respect des libertés se joue en partie sur le terrain du droit, elle doit aussi être menée par les citoyens.

2^{ème} ligne :

Les travailleurs de 1^{ère} ligne ont reçu les félicitations de Jupiter et quelques bribes. Pour ceux de 2^{ème} ligne, c'est encore plus clair. Les louanges qui leur sont destinées rivalisent de superlatifs pour bien qu'ils

comprennent que ce sera tout. Les salaires augmentés, les conditions de travail améliorées, les emplois créés ne sont pas dans le lexique élyséen.

Luttes gagnantes

A St Laurent Blangy (62) : respect de la convention collective, paiement des heures de nuit à partir de 21 h et non 22, et rétroactif sur 3 ans, paniers repas à 8. 48 €, 1.5 jours de congés supplémentaires en lien avec l'ancienneté.

A la PDC de Thuir (66) suite à préavis maintien des renforts, prime d'équipe à 650 € pour les facteurs et 450 pour l'agent de cabine

Fibre optique :

Son déploiement est poussif, surtout en zone rurale, parce qu'il est guidé par la course au profit. Celle-ci se manifeste par une fibre de mauvaise qualité, fabriquée en Chine et par l'emploi de travailleurs étrangers à 800 € par mois. L'Etat doit réguler la filière, imposer des normes sociales élevées et garantir une communication de qualité partout.

Retrouver notre indépendance thérapeutique !

La pandémie a révélé les conséquences des délocalisations et de la désindustrialisation du secteur pharmaceutique : 2.400 médicaments en pénurie ! En dix ans, près de 10 000 emplois ont été supprimés dans l'industrie pharmaceutique (voir notamment Sanofi). L'indépendance thérapeutique ne devrait pas être livrée aux mains du privé. Depuis plusieurs années, la CGT revendique la création d'un pôle public du médicament.

Projet Hercule : 3 entités à EDF ?

EDF serait divisée en trois entités, des filiales indépendantes qui pourraient se faire concurrence et être facilement cessibles. Ce découpage consiste à privatiser les profits et à socialiser les risques. Les impératifs du service public (*fourniture d'électricité 7 j/7 et 24 h/24 en tous points du territoire quels que soient les aléas climatiques*) pourraient ne plus être garantis. Contre cela, une seule solution : la mobilisation !

Du 22 mars au 4 avril, les salariés des très petites entreprises voteront pour désigner leurs représentants

Pour aider à se mobiliser, la **NVO** consacre

un numéro spécial aux TPE : qui sont les salariés des petites entreprises et que gagnent-ils à voter CGT ? Se syndiquer et défendre ses droits en TPE, c'est possible : des exemples qui le montrent ! **Vie Nouvelle** met aussi à disposition des fiches à distribuer aux salariés concernés. Une élection importante : parlez - en autour de vous !

Fonction publique : une campagne pour 10 % d'emplois en plus

La crise liée à la pandémie de coronavirus a révélé les carences des services publics, fragilisés par des années de politique austéraitre, et les fermetures continuent. La CGT a lancé une campagne pour notamment obtenir 10 % d'emplois en plus dans la fonction publique, ainsi que la revalorisation de 10 % de la valeur du point d'indice.

Un coût, certes, de 12 milliards d'euros, mais si peu comparé au CICE de

50 milliards, à la suppression de l'ISF de 3 milliards pour environ 150 000 personnes ou aux 100 milliards d'aides directes versées aux entreprises, sans contrepartie, lors de cette crise sanitaire.

L'inscription au **kiosque Orange** se fait au passage à la retraite, ce qui donne droit à 10 % de réduction sur abonnements et services (mais pas sur les terminaux et équipements). Tous les retraités Orange/France Télécom y ont accès et peuvent s'inscrire à

<https://monkiosqueretraites.orange.fr/>

En cas d'échec à l'inscription ; demandez à votre section syndicale un modèle de requête.

Une jeunesse frappée de plein fouet par la crise.

Plusieurs milliers d'étudiants se sont mobilisés pour de meilleures conditions de vie et d'études alors que la crise sanitaire a aggravé leur situation. Sans perspectives, les jeunes apparaissent comme les sacrifiés de la Covid. Pendant le 1^{er} confinement : 1/4 n'a pas pu manger à sa faim ; 1/3 a présenté des signes de détresse psychologique ; 1/2 a souffert d'isolement. La situation est plus dramatique pour les étudiants étrangers, très isolés. Notre organisation demande l'automatisme des prestations, avec l'attribution d'un revenu d'insertion dès la recherche du 1^{er} emploi.

Le dossier de ce Vie

Nouvelle porte sur une société en danger avec notamment une protection sociale à l'abandon ! On y montre qu'il est temps de faire payer les riches qui continuent à s'engraisser. Le sociologue Serge Paugam donne à réfléchir sur le lien social avec au cœur la solidarité. Et parmi des dizaines d'autres informations, on trouvera, pour les retraités aux ressources modestes, des nouveautés sur les impôts...

Les raffineurs en lutte contre le greenwashing et la casse sociale

Total a annoncé la conversion de son site de Grandpuits (76) en « plateforme zéro pétrole » dédiée à la production de biocarburant pour l'horizon 2024 avec

destruction de 700 emplois. Depuis le 26 septembre 2020, les raffineurs de Grandpuits mènent la lutte contre ce projet.

La fonderie du Poitou menacée de fermeture

Suite au désengagement de Renault, la Fonderie du Poitou Fonte (Vienne) cessera définitivement son activité en juin 2021, quarante ans après sa création. 292 emplois seront supprimés. Au total, 572 emplois sont menacés, sans compter les emplois indirects des sous-traitants.

Les vaccins pour les pays riches, la misère pour les autres !

Les pays les plus riches ont préempté 90 % des vaccins disponibles ne laissant aucune chance aux pays les plus pauvres d'accéder à cet espoir de sortir de cette pandémie. La CGT appelle à la solidarité internationale afin que les vaccins disponibles soient distribués de manière juste, équitable, à travers le monde, sans distinction et que les travailleurs assurant des missions essentielles de service public et d'intérêt général soient prioritaires.

INTERNATIONAL

Deux mois de mobilisation paysanne en Inde.

La Cour suprême de ce pays a suspendu trois lois libéralisant le marché agricole contestées par 250 millions de travailleurs en colère. Ni le froid, ni la pandémie n'entament leur détermination à faire plier le gouvernement pour abroger ces lois. La CGT se félicite de cette première victoire.

Actions des postiers du Maroc et du Sénégal

La CGT FAPT a exprimé son soutien à la grève déclenchée par les responsables syndicaux FNPL UMT. Elle appelle la direction générale de la Poste du Maroc à respecter les droits et la liberté syndicale en évitant toute ingérence dans les activités du syndicat et exige le respect de ses engagements sur l'accord salarial d'avril 2019 et sur la mise en œuvre du statut du personnel en veillant à l'amélioration des conditions de travail. Notre fédération apporte aussi sa solidarité aux travailleurs de la Poste sénégalaise et aux militants du SNTPT qui subissent la répression alors qu'ils se battent pour défendre la pérennité de l'entreprise, les intérêts des travailleurs et la sauvegarde du service public postal.

